



C'EST L'EDUCATION ET TOUS LES BESOINS SOCIAUX QU'IL FAUT FINANCER, PAS LES CAPITALISTES !

Qui sommes-nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par des militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant(e)s de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique.

Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tous(tes) les salarié(e)s, du public et du privé.

Suppression de postes par dizaines de milliers, d'heures de cours pour les élèves, privatisation des facs... *Tout ceci ne* renvoie à aucune nécessité économique mais à la volonté politique antisociale de la droite qui veut financer ses cadeaux au patronat et aux riches. Il s'agit aussi de dégrader l'école publique pour privatiser l'éducation, au mépris des personnels et usagers. Rien d'étonnant, étant donnée leur vision de la société profondément inégalitaire, basée sur la concurrence de tous et la liberté des seuls possédants. Dans une telle vision disparaissent l'idée d'un accès démocratique à la culture, et le rôle égalisateur, émancipateur que l'école devrait pourtant avoir ! C'est cette vision politique qu'il faut refuser. Il faut au contraire une école plus émancipatrice, plus égalisatrice des conditions sociales, plus démocratique, dans un projet de société où ce sont les besoins sociaux et non les profits de quelques uns qui sont au centre !

capitalistes de la crise qu'ils ont créée montrent qu'il y a de l'argent pour les besoins sociaux, pour les salaires, pour les services publics, contrairement à ce que prétendaient il y a encore quelques mois les apôtres du capital. Mais seules les luttes pourront imposer une autre répartition de ces richesses, pour un autre projet de société que celui du capitalisme !

Construire le rapport de force par la grève générale interprofessionnelle !

La manifestation du 19 octobre dans l'Education Nationale a été massive, mais n'a pas entraîné de recul majeur de la part de Darcos. La grève du 20 novembre, pas plus que les grèves de 24h de l'an dernier, ne suffiront à le faire plier. Retomber dans la même non stratégie qu'en 2007 ne ferait qu'épuiser encore plus les personnels. Certes, le mécontentement est réel notamment dans le premier degré, où la grève pourrait être reconduite. Mais c'est une grève massive et prolongée dans tous les secteurs de l'Education dont l'Ecole a besoin ! Au-delà, c'est un mouvement interprofessionnel, qu'il nous appartient de construire, qui seul pourra créer le rapport de forces.

Ce mouvement est possible ! Tous les services publics subissent les mêmes attaques, comme le montrent les journées d'action et de grève à la poste, à la Sncf, cette même semaine. Toutes ces luttes devraient converger. Tous les salariés, du public comme du privé, font les frais de la politique antisociale de Sarkozy et de sa clique ! Ils ont les mêmes intérêts face aux capitalistes et peuvent se retrouver, notamment sur la question de l'augmentation générale et massive des salaires.

De l'argent, il y en a !

Cela supposerait une autre répartition des richesses. Réduire les inégalités suppose d'augmenter le temps scolaire et non de le réduire, d'augmenter les possibilités de passerelles entre les voies générales, techniques et professionnelles et non de les supprimer, d'augmenter le nombre de personnels pour alléger les classes et suivre individuellement les élèves, au lieu de les diminuer... bref d'investir massivement dans l'Ecole. Or les centaines de milliards de dollars et d'euros sortis du chapeau pour sauver les banques et les

A nous, salariés et usagers, de nous organiser pour rendre possible ce mouvement. Ne comptons que sur nous-mêmes et notre capacité à lutter ensemble ! Il nous semble urgent de s'unir à la base, localement, en créant des réseaux intersyndicaux de lutte, associant personnels et usagers, coordonnant tous ceux et celles qui refusent le statu quo, pour créer des dynamiques de lutte. A nous d'informer, de convaincre, de manifester, d'engager la résistance ! A nous de pousser pour que les directions syndicales prennent leur responsabilités !

Pour nous contacter ?

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal Alternative Libertaire

Nom :Prénom :

Mail :Adresse :

Tél :

20/11/08

Coupon à retourner à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19. Web : www.alternativelibertaire.org